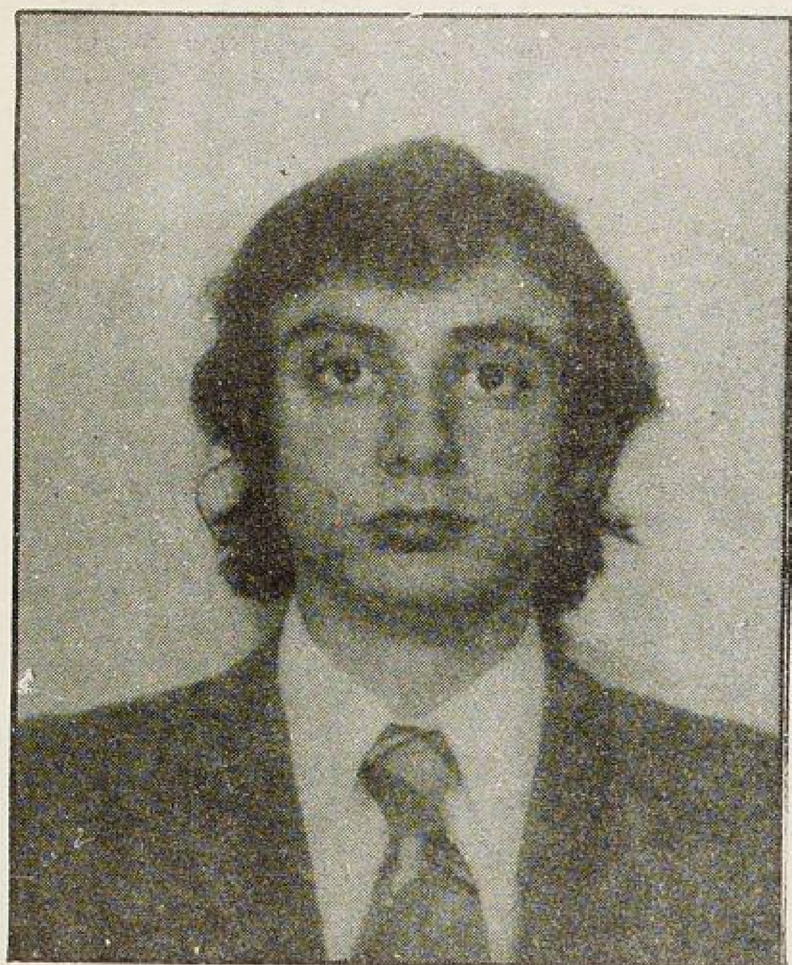


union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

VAL DE MARNE — 4e circonscription

ROLLET Patrice

Travailleur hospitalier

Suppléant : MONFRAIX Jean

Ouvrier imprimeur

Travailleuses, Travailleurs,

Nous en avons assez de voir toujours plus d'entre nous frappés par le chômage : c'est SERI, à Alfortville, qui ferme ses portes, Junior, à Maisons-Alfort, qui licencie 50 travailleurs sur 80, Tréfimétaux, à Saint-Maurice, qui est menacée, et l'usine de Vitry aussi. SKF, à Ivry, où beaucoup d'entre nous travaillent et... viennent d'être jetés à la rue. Sur 2 200, il n'en reste plus aujourd'hui que 700 ! Nous sommes près de 3 000 chômeurs officiels dans la circonscription : femmes, immigrés, 800 jeunes rien qu'à Alfortville dont la situation est dramatique.

Nous en avons assez de voir notre cadre de vie se détériorer sans cesse.

— On nous parque dans d'immenses cités-dortoirs. Pour nous, cela veut dire des temps de transport toujours plus longs et fatiguants qu'il faut ajouter aux heures de travail.

— On nous promet d'aménager l'Ile-Saint-Pierre, à Alfortville et le conseil municipal est d'accord. Mais pour construire quoi ? Une route à grande circulation, et des tours de béton aux prix inabordables pour les Alfortvillais ! Il y a déjà bien peu d'espaces verts, d'aires de jeux et d'endroits calmes, on veut encore en supprimer !

Et qu'a fait M. Franceschi pour s'y opposer ?

Voilà ce que nous apporte le capitalisme : nous jetant à la rue quand il ne peut plus nous exploiter, il nous entasse dans les banlieues, nous condamnant à une vie inhumaine.

Nous en avons assez de payer la crise et nous l'avons montré : ce sont les postiers du centre de tri de Créteil qui sont récemment entrés en lutte contre le système des vacataires, payés 1 300 F, et que le pouvoir n'a pas hésité à chasser en envoyant ses policiers.

Ce sont les travailleurs des hôpitaux qui refusent de soigner leurs malades au rabais et à la chaîne et qui dénoncent le manque criant d'effectifs.

Ce sont les femmes qui ont organisé la lutte pour obtenir que leur droit à l'information sur la contraception et à l'avortement soit mis en pratique.

Travailleurs, pour imposer nos revendications, nous ne pouvons compter que sur nos luttes, que sur le rassemblement de toutes nos forces contre la crise.

La crise frappe tout le pays

— Un million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.

— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.
— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.

— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.

— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

Et avec l'Union de la gauche, est-ce que ça peut changer ?

Mais d'abord, est-ce que l'Union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme Commun et l'Union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :

— Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF c'est instaurer un capitalisme d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS des hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non avec la gauche ce serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'État du PCF.

Pour en sortir, que propose l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire, en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuserons de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes avec le Tiers-Monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des 2 superspuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assurent réellement le pouvoir, la direction de la société.
C'est pour cela que nous vous appelons à soutenir les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne. Ces candidats bénéficient du soutien unitaire des marxistes-léninistes.

Votez pour les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

Dans la 4e circonscription du Val de Marne

Patrice ROLLET

Agé de 23 ans, je suis aide-soignant à l'hôpital Henri Mondor. Militant syndicaliste, j'ai toujours lutté contre la voie qui préconisait d'attendre les élections de mars 78. En 1976, lors de la lutte des cuisines de l'hôpital, j'ai organisé le soutien et la popularisation contre l'isolement de la lutte et la division des travailleurs. J'œuvre à l'unité des hospitaliers avec la classe ouvrière, en impulsant des enquêtes dans les usines et en faisant connaître les conditions de travail des hospitaliers.

SUPPLÉANT

Jean MONFRAIX, ouvrier d'imprimerie

Imprimerie IPCC Paris